

Réponse 1 :

L'énergie électrique est distribué par un réseau qui constitue, pour prendre une analogie le cerveau, la colonne vertébrale et la moelle épinière du système électrique. Considérant que :

1 – Ce réseau existe et est globalement performant, il doit être amélioré en campagne pour le rendre moins sensible aux aléas climatiques. 2 – Il n'est pas possible de produire un kWh moins cher que celui produit par les grandes Centrales nucléaires ou les Centrales hydrauliques. 3 – Les effets réels des subventions actuelles ne sont pas suffisamment examinés et on ne sait pas si elles concourent à l'intérêt général ou favorisent des intérêts particuliers.

Il me paraît contre-productif de favoriser l'autoconsommation : celle-ci doit prendre en charge tous les coûts induits, dont celui de la "dés optimisation" du réseau. J'ajoute qu'il faudrait une meilleure communication sur les coûts de l'électricité en expliquant le TURPE que personne ne connaît, la CSPE, etc.

Réponse 2 :

Le texte de base proposé à la consultation me paraît de grande qualité et intellectuellement très honnête dans la mesure où la CRE reconnaît que sur certains points, elle manque de connaissances et/ou de données de retour d'expérience suffisantes, ce qui rend difficile la délibération sur ces points. On peut donc en inférer que lorsque ces données seront disponibles, une nouvelle délibération aura lieu pour adapter les règles à la réalité. De plus, les questions sont bien documentées et clairement posées, et j'aurais donc personnellement tendance à répondre positivement à toutes.

Je regrette toutefois que ces questions soient **fermées** et appellent par conséquent des réponses limitées, alors que des **problématiques de principe pourtant fondamentales ne sont pas évoquées**. Je souhaite donc les évoquer ici dans le cadre de **l'autoconsommation individuelle**.

1) Il est écrit : la CRE se met à l'écoute de la volonté croissante des consommateurs de « consommer local ». Pourquoi pas ? **Mais s'est-on assuré que ce « consommer local » à l'échelle individuelle est également conforme à l'intérêt général ?** Il me semble que cette volonté **réputée exprimée** par un certain nombre de consommateurs est largement sous-tendue par une idéologie d'essence individualiste qui tend à rejeter le « centralisé » et à survaloriser le « local » en y attachant une valeur quasi-morale...

Or, c'est une vision complètement erronée concernant la production d'électricité. En effet le système de production et distribution actuel est certes « centralisé », mais c'est avant tout, **grâce aux réseaux publics, un système de secours mutuel et de partage des moyens de production**. Ce partage résultant du phénomène de **foisonnement des consommations** (c'est le fait que les consommateurs n'appellent pas tous au même instant la puissance maximale dont ils sont équipés) ce qui permet **de diviser par 5 environ la puissance nécessaire** pour alimenter en permanence la **totalité** des consommateurs ! En d'autres termes, en l'absence de foisonnement, **il faudrait 5 fois plus de moyens de production** répartis sur tout le territoire... Les réseaux permettent donc une économie considérable de moyens physiques et d'argent, qui **totalemtent perdue** dans **l'autoconsommation individuelle**.

NB : un petit calcul permet de mieux cerner cette perte. Si (hypothèse évidemment purement théorique car non réalisable) chacun des quelque 35 millions de logements du pays produisait sa propre électricité avec un panneau solaire PV de 3 kW associé à une batterie de 8 kWh, il serait à peu près capable (avec néanmoins le secours du réseau en hiver) d'alimenter sa consommation d'électricité **spécifique** (hors usages thermiques donc, qui sont les plus énergétivores). Mais cela représenterait une puissance installée de... **105 GW** en panneaux solaires PV ! Alors que le système actuel est capable d'alimenter la **totalité** des besoins du pays (industrie, transports, secteur tertiaire, agriculture, logements) avec seulement **130 GW** de puissance installée pilotable... Soit à peine plus, pour un service rendu sans aucune commune mesure. **Ce**

qui montre les faiblesses intrinsèques et l'inefficacité de l'autoconsommation individuelle dans les pays déjà pourvus de réseaux performants.

La conclusion est évidemment toute autre dans les pays et régions du monde **dépourvus de réseaux publics**, pour lesquels des modules constitués d'un panneau solaire PV + une batterie constituent une solution locale performante, qui peut en outre être mise en oeuvre très rapidement pour le plus grand bénéfice des habitants alors que construire des réseaux demande des décennies.

En résumé et pour la France métropolitaine, **la réalité est contraire à la doxa actuellement à la mode** et peut se résumer par :

Système centralisé et réseaux publics = partage et optimisation des moyens et des investissements dans l'intérêt général

Autoconsommation = investissement personnel et intérêt individuel de l'autoconsommateur

Le « consommer local » apparaît donc en réalité comme une exaltation de l'individualisme qui se développe de plus en plus dans notre société, au détriment de l'intérêt général. Il est donc essentiel de préserver ce dernier, ce que la CRE s'efforce manifestement de faire, mais va-t-elle assez loin ? Plusieurs points ne me paraissent pas suffisamment soulignés :

2) Les autoconsommateurs individuels ne peuvent et ne pourront jamais être autonomes vis-à-vis du réseau. Pour une raison majeure : la seule solution réaliste étant la production individuelle par le solaire PV, ce dernier produit **sous nos latitudes tempérées** 4 fois moins en hiver qu'en été. C'est-à-dire produisent très peu quand on en a le plus besoin. Et le stockage de l'électricité par des batteries entre l'été et l'hiver n'a aucun sens physique et économique. Conséquence : les **autoconsommateurs individuels auront toujours besoin du secours du réseau public**. La mode de l'autoconsommation conduit donc à **investir collectivement deux fois** : une première fois dans les installations locales d'autoconsommation, une deuxième fois dans les réseaux publics qui ne pourront faire d'économies significatives car ils devront être capables de fournir **la même puissance maximale aux autoconsommateurs**, paramètre **dimensionnant** pour les investissements. D'où la question :

Le pays a-t-il les moyens de gaspiller ainsi ses capitaux ? Ces derniers ne seraient-ils pas beaucoup plus utiles pour notamment isoler les logements et réduire leur consommation d'énergie ?

NB : là encore, ceci doit être fortement modulé sous les tropiques où il n'y a pas de saison et où la durée du jour varie peu tout au long de l'année. Un **stockage journalier** est alors suffisant et économiquement accessible et pertinent, ce qui change grandement la donne.

3) Injecter les surplus estivaux de production de solaire PV dans le réseau public entraîne des inconvénients et des surcoûts importants. Ce phénomène est d'ores et déjà observé dans les régions fortement ensoleillées et s'amplifierait en cas de développement important de l'autoconsommation individuelle. Les inconvénients consistant en particulier en des montées locales de tension du réseau de distribution (destructrices si on ne les maîtrise pas pour les appareils des proches consommateurs) et des refoulements d'électricité vers le réseau de transport. Ce qui nécessite des investissements supplémentaires et **augmente donc les coûts de réseau**. D'où la question :

Qui paiera ces surcoûts ? Ceux qui en sont responsables ou l'ensemble des consommateurs au travers des augmentations de TURPE qui en résulteront ?

4) Les autoconsommateurs vont-ils payer le juste prix de l'usage qu'ils font des réseaux ? C'est l'une des questions de fond qui est à juste titre largement abordée dans la présente consultation et à laquelle la CRE est manifestement soucieuse d'apporter une réponse équitable. **Mais il faut rappeler à ce stade que les coûts des réseaux de distribution sont à plus de 80 % des coûts fixes** (coûts d'investissement, de personnel, etc.) et dépendent très peu de l'énergie qui transite. Il en résulte que **les autoconsommateurs individuels devraient payer des charges de réseau à peu près égales à 80 % des charges payées par les non consommateurs** et ce, quelle que soit l'énergie qu'ils soutirent du réseau. D'où la question : **Est-ce ou sera-ce bien le cas ?**

5) Les autoconsommateurs vont-ils contribuer équitablement au paiement des diverses taxes ?

Sauf erreur, cette question n'est pas abordée dans la présente consultation. Elle est pourtant essentielle car le paiement de ces taxes est actuellement assis sur **l'énergie** et non sur la puissance souscrite. Si rien ne change, **les autoconsommateurs y échapperont donc en partie puisqu'ils soutireront moins d'énergie au réseau**

que les autres consommateurs. Or l'impact de ces taxes est tout sauf négligeable puisque leur somme (CSPE, Taxes locales, CTA et TVA) représente un gros tiers d'une facture d'électricité domestique. D'où les questions :

Est-il équitable d'exonérer les autoconsommateurs (en général aisés...) du paiement d'une grande partie de ces taxes ? La réponse est dans la question...

Ces manques à gagner seront-ils reportés sur les factures des non-autoconsommateurs (en moyenne moins aisés...) ou passés par pertes et profits pour les différents bénéficiaires de ces taxes : consommateurs bénéficiaires de la péréquation tarifaire (que devient-elle ?) collectivités locales et Etat.

6) En conclusion, l'intérêt personnel de l'autoconsommateur coïncide-t-il avec l'intérêt général ? Deux conditions au moins seraient nécessaires pour cela :

- * La première serait d'assurer une **totale équité dans le paiement des charges** (coût réel des réseaux et participation aux taxes) entre autoconsommateurs et non-autoconsommateurs. Le sujet est certes complexe, mais on peut espérer y parvenir à terme, c'est en tout cas un objectif affiché dans la présente consultation, dont on ne peut que se féliciter,

- * La seconde serait d'éviter le **gaspillage des ressources financières inhérent au double investissement** noté plus haut. Sans solution en vue...

La conclusion s'impose : **sous nos latitudes tempérées et compte tenu de l'existence de réseaux publics performants et fiables, l'autoconsommation individuelle n'apparaît pas porteuse d'intérêt général...** D'où la question :

Pourquoi, face à cette absence de participation à l'intérêt général, l'autoconsommation est-elle en PLUS subventionnée (pour les puissances inférieures à 3 kW) ? Et ses excédents injectés au réseau rémunérés au tarif élevé de 10 c€/kWh ? Alors que l'essentiel de ces injections aura lieu en été, quand le réseau n'en aura nul besoin et en sera même perturbé...

Tout cela in fine aux frais des consommateurs d'électricité non-autoconsommateurs !

Pourquoi ne pas laisser les autoconsommateurs assumer seuls leurs désirs d'autonomie ?

Réponse 3 :

La CRE reconnaît que sur certains points, elle manque de connaissances et/ou de données de retour d'expérience suffisantes, ce qui rend difficile la délibération sur ces points. On peut donc en déduire que lorsque ces données seront disponibles, une nouvelle délibération aura lieu pour adapter les règles à la réalité. Je regrette toutefois que ces questions soient fermées et appellent par conséquent des réponses limitées, alors que des problématiques de principe pourtant fondamentales ne sont pas évoquées. Je souhaite donc les évoquer ici dans le cadre de l'autoconsommation individuelle. 1) Il est écrit : la CRE se met à l'écoute de la volonté croissante des consommateurs de « consommer local ». Pourquoi pas ? Mais s'est-on assuré que ce « consommer local » à l'échelle individuelle est également conforme à l'intérêt général ? Il me semble que cette volonté réputée exprimée par un certain nombre de consommateurs est largement sous-tendue par une idéologie d'essence individualiste qui tend à rejeter le « centralisé » et à survaloriser le « local » en y attachant une valeur quasi-morale... Dans tous les cas, la volonté de produire et consommer local montre clairement le rejet de l'intérêt général. Car ceux qui ont les moyens d'auto-consommer feront porter les surcoûts sur toute la collectivité et notamment les ménages en situation de précarité énergétique. Mais il y a une vision complètement erronée concernant la production d'électricité. En effet, le système de production et distribution actuel est certes « centralisé », mais c'est avant tout, grâce aux réseaux publics, un système de secours mutuel et de partage des moyens de production. Ce partage résultant du phénomène de foisonnement des consommations (c'est le fait que les consommateurs n'appellent pas tous au même instant la puissance maximale dont ils sont équipés) ce qui permet de diviser par 5 environ la puissance nécessaire pour alimenter en permanence la totalité des consommateurs !. En d'autres termes, en l'absence de foisonnement, il faudrait 5 fois plus de moyens de production répartis sur tout le territoire... Or le coût de l'électricité résulte pour une grande partie de l'amortissement des

moyens de production très capitalistiques Les réseaux permettent donc une économie considérable de moyens physiques et d'argent,

qui totalement perdue dans l'autoconsommation individuelle.

NB : un petit calcul permet de mieux cerner cette perte. Si (hypothèse évidemment purement théorique car non réalisable) chacun des quelque 35 millions de logements du pays produisait sa propre électricité avec un panneau solaire PV de 3 kW associé à une batterie de 8 kWh, il serait à peu près capable (avec néanmoins le secours du réseau en hiver) d'alimenter sa consommation d'électricité spécifique (hors usages thermiques donc, qui sont les plus énergétivores). Mais cela représenterait une puissance installée de... 105 GW en panneaux solaires PV ! Alors que le système actuel est capable d'alimenter la totalité des besoins du pays (industrie, transports, secteur tertiaire, agriculture, logements) avec seulement 130 GW de puissance installée pilotable... Soit à peine plus, pour un service rendu sans aucune commune mesure. Ce qui montre les faiblesses intrinsèques et l'inefficacité de l'autoconsommation individuelle dans les pays déjà pourvu

s de réseaux performants. Dans tous les pays industrialisés, le même dispositif centralisé existe et pour les mêmes raisons

La conclusion est évidemment toute autre dans les pays et régions du monde dépourvus de réseaux publics, pour lesquels des modules constitués d'un panneau solaire PV + une batterie constituent une solution locale performante, qui peut en outre être mise en œuvre très rapidement pour le plus grand bénéfice des habitants alors que construire des réseaux demande des décennies. En résumé et pour la France métropolitaine, la réalité est contraire à la doxa actuellement à la mode et peut se résumer par : Système centralisé et réseaux publics = partage et optimisation des moyens et des investissements dans l'intérêt général Autoconsommation = investissement personnel et intérêt individuel de l'autoconsommateur Le « consommer local » apparaît donc en réalité comme une exaltation de l'individualisme qui se développe de plus en plus dans notre société, au détriment de l'intérêt général. Il est donc essentiel de préserver ce dernier, ce que la CRE s'efforce manifestement de faire, mais va-t-elle assez loin ? Plusieurs points ne me paraissent pas suffisamment soulignés : 2) Les autoconsommateurs individuels ne peuvent et ne pourront jamais être autonomes vis-à-vis du réseau. Pour une raison majeure : la seule solution réaliste étant la production individuelle par le solaire PV, ce dernier produit sous nos latitudes tempérées 4 fois moins en hiver qu'en été. C'est-à-dire produisent très peu quand on en a le plus besoin. Et le stockage de l'électricité par des batteries entre l'été et l'hiver n'a aucun sens physique et économique. Conséquence : les autoconsommateurs individuels auront toujours besoin du secours du réseau public. La mode de l'autoconsommation conduit donc à investir collectivement deux fois : une première fois dans les installations locales d'autoconsommation, une deuxième fois dans les réseaux publics qui ne pourront faire d'économies significatives car ils devront être capables de fournir la même puissance maximale aux autoconsommateurs, paramètre dimensionnant pour les investissements. Mais comme le réseau public de distribution transportera moins de kWh à réseau constant, le coût du transport par kWh va augmenter et pénaliser l'ensemble des consommateurs y compris les plus défavorisés. D'où la question : Le pays a-t-il les moyens de gaspiller ainsi ses capitaux ? Ces derniers ne seraient-ils pas beaucoup plus utiles pour notamment isoler les logements et réduire leur consommation d'énergie ? NB : là encore, ceci doit être fortement modulé sous les tropiques où il n'y a pas de saison et où la durée du jour varie peu tout au long de l'année. Un stockage journalier est alors suffisant et économiquement accessible et pertinent, ce qui change grandement la donne. 3) Injecter les surplus estivaux de production de solaire PV dans le réseau public entraîne des inconvénients et des surcoûts importants. Ce phénomène est d'ores et déjà observé dans les régions fortement ensoleillées et s'amplifierait en cas de développement important de l'autoconsommation individuelle. Les inconvénients consistant en particulier en des montées locales de tension du réseau de distribution (destructrices si on ne les maîtrise pas pour les appareils des proches consommateurs) et des refoulements d'électricité vers le réseau de transport. Ce qui nécessite des

investissements supplémentaires et augmente donc les coûts de réseau. D'où la question : Qui paiera ces surcoûts ? Ceux qui en sont responsables ou l'ensemble des consommateurs au travers des augmentations de TURPE qui en résulteront ? 4) Les autoconsommateurs vont-ils payer le juste prix de l'usage qu'ils font des réseaux ? C'est l'une des questions de fond qui est à juste titre largement abordée dans la présente consultation et à laquelle la CRE est manifestement soucieuse d'apporter une réponse équitable. Mais il faut rappeler à ce stade que les coûts des réseaux de distribution sont à plus de 80 % des coûts fixes (coûts d'investissement, de personnel, etc.) et dépendent très peu de l'énergie qui transite. Il en résulte que les autoconsommateurs individuels devraient payer des charges de réseau à peu près égales à 80 % des charges payées par les non consommateurs et ce, quelle que soit l'énergie qu'ils soutirent du réseau. D'autre part qui va assurer le réglage de fréquence de ces réseaux locaux alors que ni le PV, ni l'éolien ne peuvent le faire ? D'où la question : Est-ce ou sera-ce bien le cas ? 5) Les autoconsommateurs vont-ils contribuer équitablement au paiement des diverses taxes ? Sauf erreur, cette question n'est pas abordée dans la présente consultation. Elle est pourtant essentielle car le paiement de ces taxes est actuellement assis sur l'énergie et non sur la puissance souscrite. Si rien ne change, les autoconsommateurs y échapperont donc en partie puisqu'ils soutireront moins d'énergie au réseau que les autres consommateurs. Or l'impact de ces taxes est tout sauf négligeable puisque leur somme (CSPE, Taxes locales, CTA et TVA) représente un gros tiers d'une facture d'électricité domestique. D'où les questions : Est-il équitable d'exonérer les autoconsommateurs (en général aisés...) du paiement d'une grande partie de ces taxes ? La réponse est dans la question... Ces manques à gagner seront-ils reportés sur les factures des non-autoconsommateurs (en moyenne moins aisés...) ou passés par pertes et profits pour les différents bénéficiaires de ces taxes : consommateurs bénéficiaires de la péréquation tarifaire (que devient-elle ?) collectivités locales et Etat. 6) En conclusion, l'intérêt personnel de l'autoconsommateur coïncide-t-il avec l'intérêt général ? Deux conditions au moins seraient nécessaires pour cela :

- La première serait d'assurer une totale équité dans le paiement des charges (coût réel des réseaux et participation aux taxes) entre autoconsommateurs et non-autoconsommateurs. Le sujet est certes complexe, mais on peut espérer y parvenir à terme, c'est en tout cas un objectif affiché dans la présente consultation, dont on ne peut que se féliciter,
- La seconde serait d'éviter le gaspillage des ressources financières inhérent au double investissement noté plus haut. Sans solution en vue...

La conclusion s'impose : sous nos latitudes tempérées et compte tenu de l'existence de réseaux publics performants et fiables, l'autoconsommation individuelle n'apparaît pas porteuse d'intérêt général... D'où la question : Pourquoi, face à cette absence de participation à l'intérêt général, l'autoconsommation est-elle en PLUS subventionnée (pour les puissances inférieures à 3 kW) ? Et ses excédents injectés au réseau rémunérés au tarif élevé de 10 c€/kWh ? Alors que l'essentiel de ces injections aura lieu en été, quand le réseau n'en aura nul besoin et en sera même perturbé... Tout cela in fine aux frais des consommateurs d'électricité non-autoconsommateurs ! Pourquoi ne pas laisser les autoconsommateurs assumer seuls leurs désirs d'autonomie ?

Réponse 4

En tant que particulier investie dans la défense et la promotion des énergies renouvelables, et pour une transition énergétique la moins impactante pour l'environnement et la plus juste socialement, je trouve utile d'inciter les particuliers et les habitats collectifs qui ont des toits propices à installer des panneaux dessus, en autoconsommation. Le TURP ne doit pas freiner le développement de cette filière. Je pense que ces particuliers tiennent à être indépendants de "EDF & co" et ne pas crouler sous une paperasse et des contrats incompréhensibles pour eux, sous peine de les dissuader. Il me semble donc qu'il faut simplifier au maximum, en exonérant de TURP les autoproduiteurs indivi-

duels ou petits collectifs. Il me semble que si des surcoûts arrivent dans le futur, ils pourront être compensés par la CSPE puis nous serons toujours à même de réajuster les tarifs dans 10 ou 15 ans s'il y a besoin. Mais ne tuons pas dans l'œuf une transition énergétique et un rêve d'autonomie énergétique souhaitée par de nombreux particuliers.

Réponse 5 :

La CRE indique manquer de retour d'expérience pour délibérer sur certains points. Est-ce à dire qu'une nouvelle délibération aura lieu pour adapter progressivement les règles ?

Au-delà de cette interrogation, pourquoi certaines questions de principe ne sont-elles pas évoquées ?

1. Est-on certain que « consommer local » est conforme à l'intérêt général ?

La CRE affirme vouloir répondre aux demandes croissantes de consommation locale.

Ces demandes me semblent faire écho aux incitations de certains promoteurs des ENR, au prétexte de s'abstraire de la domination d'oligopoles, nécessairement prédateurs, au profit d'une économie domestique, nécessairement vertueuse.

Ces « passagers clandestins » du système intégré (garant méconnu de la qualité et de la continuité de service), équipés en panneaux solaires, mais non dotés de moyens de stockage dédiés extrêmement onéreux s'ils devaient couvrir l'ensemble de leurs besoins, seraient donc exonérés de la contribution financière aux coûts des infrastructures, au détriment des autres consommateurs, tout en recourant à ses services jusqu'à près de 90% du temps. Ce qui est très clairement préjudiciable à l'intérêt général.

Si le nombre d'auto-consommateurs devait se multiplier, il en résulterait une débauche de moyens de production indépendants et une réduction des effets d'échelle qui permettent de lisser la diversité des besoins des consommateurs et de garantir la qualité du système électrique interconnecté. Cette qualité est d'autant plus mal connue par ses bénéficiaires qu'elle leur épargne les situations de dysfonctionnements majeurs. La hausse des charges fixes qui en résulteraient renchérirait gravement les coûts de production et donc les tarifs des clients purs consommateurs.

Si le développement de l'autoproduction à base d'ENR est utile, voire économique, et écologique dans les systèmes insulaires ou dans des zones démunies d'infrastructures électriques, il s'avère destructeur de valeur en Europe qui bénéficie d'un système électrifié sophistiqué.

2. Les investissements financiers dans de nouveaux moyens de production de type ENR sont-ils bien pertinents pour réduire notre empreinte carbone ?

Les surinvestissements en nouveaux moyens de type ENR dans un pays doté de moyens de production suffisants en puissance et en énergie, performants aux plans technique, économique et écologique (l'électricité est décarbonée à 95% en France) ne seraient-ils pas mieux investis dans les mesures d'économies d'énergie (transports, chauffage bâtiments) qui nous font défaut pour poursuivre la réduction de nos émissions de GES (la France est plus de deux fois moins émissive que l'Allemagne) ?

3. Qui va assurer le réglage des paramètres de qualité des réseaux perturbés par les fluctuations des autoproductions d'ENR ?

Les productions solaires sont le plus fréquemment insignifiantes en période hivernale, c'est à dire pendant les périodes les plus gourmandes en électricité. Elles sont au contraire occasionnellement abondantes en période estivale, alors que la consommation est moyenne voire faible.

Le développement non contrôlé de ces moyens par de nombreux auto-consommateurs ne ferait qu'accroître ces déséquilibres.

Etant donné l'exonération des producteurs d'ENR de la contribution physique aux services nécessaires à la stabilité des réseaux, les déséquilibres supplémentaires qu'ils induiront, facteurs perturbateurs des réseaux, entraîneront une sollicitation accrue des générateurs d'électricité conventionnels (modulations de charges actives et réactives) et un renforcement des moyens spécifiques de régulation de tension propres aux réseaux électriques.

4. Qui paiera les surcoûts induits, notamment les augmentations du TURPE, qui résulteront des conséquences des fluctuations non contrôlables de ces nouveaux moyens ?

La CRE traite de cette question avec le souci de juste répartition entre les consommateurs. Mais cette intention ne se heurtera-t-elle pas à la structure des coûts des réseaux qui sont essentiellement des coûts fixes et ne dépendent donc pas de l'énergie transportée.

Comment les auto-consommateurs responsables des surcoûts induits pourront-ils supporter la surcharge financière correspondante ?

5. L'exonération d'une partie des taxes sur l'énergie pour les auto-consommateurs est-elle voulue ?

La question essentielle de l'assiette des taxes n'est pas abordée dans la présente consultation. Etant donnée sa structure actuelle de ces taxes, fondée sur l'énergie consommée plutôt que sur la puissance souscrite, les auto-consommateurs y échappent en proportion de l'énergie qu'ils auto-consomment. Ils échappent ainsi en grande partie aux taxes (CSPE, Taxes locales, CTA et TVA) qui représentent plus du tiers de la facture d'électricité domestique ; en particulier à la CSPE dont le montant est à 70% destiné à la subvention des nouvelles ENR. Est-ce bien ce qui est recherché ?

6. En conclusion :

- Est-il souhaitable d'encourager le développement d'énergies non pilotables et génératrices de perturbations non prévisibles des paramètres de qualité des systèmes électriques alors que l'électricité française est déjà une des plus décarbonée (à 95%) des pays développés ?
- Envisage-t-on de faire contribuer les auto-consommateurs aux charges financières des services nécessaires à la garantie de sécurité d'approvisionnement en quantité, en qualité et à tout instant et notamment aux contraintes propres aux perturbations qu'ils induisent ? Si oui, comment ?
- Exonérées de participation à l'intérêt général et ses excédents déversés sans limite dans le réseau local et rémunérés au tarif élevé de 10 c€/kWh, indépendamment des besoins et des contraintes des réseaux, l'autoconsommation de petite puissance est-elle de surcroît subventionnée ?